

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article I-11

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article I-11 : Catégories de compétences

1. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, celle-ci seule peut légiférer et adopter des actes juridiquement obligatoires, les États membres ne pouvant le faire eux-mêmes que par habilitation de l'Union ou pour la mise en œuvre des actes adoptés par celle-ci.
2. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États membres ont le pouvoir de légiférer et d'adopter des actes juridiquement obligatoires dans ce domaine. ~~Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer.~~ **Lorsque l'Union a exercé sa compétence dans un domaine déterminé, les États membres ne peuvent exercer la leur que dans le respect des limites et obligations fixées par la présente Constitution et par les actes adoptés par l'Union.**
3. L'Union dispose d'une compétence en vue d'assurer la coordination des politiques économiques et de l'emploi des États membres.
4. L'Union dispose d'une compétence pour la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.
5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union a la compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.
6. L'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions spécifiques à chaque domaine de la Partie III de la Constitution.

Explication éventuelle :

Paragraphe 2 : Les autorités françaises souhaitent insister sur la marge d'action des États membres dans les domaines de compétence partagée. La disposition selon laquelle « Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer » est en effet de nature à empêcher les États membres d'adopter des dispositions nationales plus contraignantes dans des matières où l'Union aurait préalablement exercé sa compétence par l'élaboration de règles minimales.